DOCUMENT A/57/10*

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-quatrième session (29 avril-7 juin et 22 juillet-16 août 2002)

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Abréviations et sigles		4
Note concernant les citations		5
Instruments multilatéraux cités dans le présent volume		5
Chapitres	*Paragraphes*	
I. ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION	1-13	9
A. Composition de la Commission	2-4	9
B. Membres du bureau et bureau élargi	5-7	9
C. Comité de rédaction	8-9	10
D. Groupes de travail	10-11	10
E. Secrétariat	12	10
F. Ordre du jour	13	10
II. RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION À SA CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION	14-24	11
III. POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION	25-31	13
A. Les réserves aux traités	26	13
B. Protection diplomatique	27-28	13
C. Actes unilatéraux des États	29	14
D. Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (responsabilité internationale en cas de perte causée par un dommage transfrontière découlant d'activités dangereuses)	30	14
E. Responsabilité des organisations internationales	31	14
IV. LES RÉSERVES AUX TRAITÉS	32-103	15
A. Introduction	32-47	15
B. Examen du sujet à la présente session	48-101	16
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son septième rapport	53-66	17
2. Résumé du débat	67-81	20
3. Conclusions du Rapporteur spécial	82-101	22
C. Projets de directive concernant les réserves aux traités provisoirement adoptés à ce jour par la Commission		
1. Texte des projets de directive	102	24
2. Texte des projets de directive et commentaires y afférents adoptés à titre provisoire par la Commission à sa cinquante-quatrième session	103	28
2 Procédure		
2.1 Forme et notification des réserves		
2.1.1 Forme écrite		28
Commentaire		28
2.1.2 Forme de la confirmation formelle		30
Commentaire		30
2.1.3 Formulation d'une réserve au plan international		30
Commentaire		31
2.1.4 [2.1.3 *bis*, 2.1.4] Absence de conséquence au plan international de la violation des règles internes relatives à la formulation des réserves		33
Commentaire		33

* Paru initialement comme *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 10.*

Pages

2.1.5 Communication des réserves 34
Commentaire..... 35
2.1.6 [2.1.6, 2.1.8] Procédure de communication des réserves 39
Commentaire..... 40
2.1.7 Fonctions du dépositaire 44
Commentaire..... 44
2.1.8 [2.1.7 *bis*] Procédure en cas de réserves manifestement [illicites] 47
Commentaire..... 47
2.4 Procédure relative aux déclarations interprétatives..... 48
Commentaire..... 48
2.4.1 Formulation des déclarations interprétatives 48
Commentaire..... 48
[2.4.2 [2.4.1 *bis*] Formulation d'une déclaration interprétative au plan interne] 49
Commentaire..... 49
[2.4.7 [2.4.2, 2.4.9] Formulation et communication des déclarations interprétatives conditionnelles]..... 49
Commentaire..... 49

Chapitres	*Paragraphes*	
V. PROTECTION DIPLOMATIQUE	104-281	51
A. Introduction.....	104-111	51
B. Examen du sujet à la présente session	112-279	51
1. Observations générales concernant l'étude		
a) Présentation par le Rapporteur spécial	117-120	52
b) Résumé du débat.....	121-143	52
c) Conclusions du Rapporteur spécial.....	144-149	55
2. Articles 12 et 13		
a) Présentation par le Rapporteur spécial	150-160	55
b) Résumé du débat.....	161-172	56
c) Conclusions du Rapporteur spécial.....	173-176	58
3. Article 14		
a) Futilité (art. 14, al. *a*)		
i) Présentation par le Rapporteur spécial	177-180	58
ii) Résumé du débat.....	181-186	59
iii) Conclusions du Rapporteur spécial	187-188	59
b) Renonciation et estoppel (art. 14, al. *b*)		
i) Présentation par le Rapporteur spécial	189-193	60
ii) Résumé du débat.....	194-200	60
iii) Conclusions du Rapporteur spécial	201	61
c) Lien volontaire et lien de rattachement territorial (art. 14, al. *c* et *d*)		
i) Présentation par le Rapporteur spécial	202-208	61
ii) Résumé du débat.....	209-223	62
iii) Conclusions du Rapporteur spécial	224-228	64
d) Retard abusif et refus d'accès (art. 14, al. *e* et *f*)		
i) Présentation par le Rapporteur spécial	229-230	65
ii) Résumé du débat.....	231-237	65
iii) Conclusions du Rapporteur spécial	238-239	66
4. Article 15		
a) Présentation par le Rapporteur spécial	240-245	66
b) Résumé du débat.....	246-251	67
c) Conclusions du Rapporteur spécial.....	252	67
5. Article 16		
a) Présentation par le Rapporteur spécial	253-259	68
b) Résumé du débat.....	260-268	69
c) Conclusions du Rapporteur spécial.....	269-273	70
6. Déni de justice		
a) Présentation par le Rapporteur spécial	274	70
b) Résumé du débat.....	275-276	70
c) Conclusions du Rapporteur spécial.....	277-279	70
C. Articles 1 à 7 du projet d'articles sur la protection diplomatique adoptés à titre provisoire par la Commission		
1. Texte des projets d'article	280	70
2. Texte des articles et commentaires y relatifs	281	71

PREMIÈRE PARTIE. – DISPOSITIONS GÉNERALES

Article 1er. – Définition et champ d'application..... 71
Commentaire 71
Article 2 [3]. – Droit d'exercer la protection diplomatique 72
Commentaire 72

Pages

DEUXIÈME PARTIE. – PERSONNES PHYSIQUES

Article 3 [5]. – État de la nationalité 73
Commentaire 73
Article 4 [9]. – Continuité de la nationalité 74
Commentaire 75
Article 5 [7]. – Multiple nationalité et réclamation à l'encontre d'un État tiers 76
Commentaire 76
Article 6. – Multiple nationalité et réclamation à l'encontre d'un État de nationalité 77
Commentaire 77
Article 7 [8]. – Apatrides et réfugiés 79
Commentaire 79

Chapitres		*Paragraphes*	
VI.	ACTES MUILTILATÉRAUX DES ÉTATS	282-429	81
	A. Introduction	282-292	81
	B. Examen du sujet à la présente session	293-429	81
	1. Présentation par le Rapporteur spécial de son cinquième rapport	296-327	82
	2. Résumé du débat	328-409	84
	3. Conclusions du Rapporteur spécial	410-429	91
VII.	RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE POUR LES CONSÉQUENCES PRÉJUDICIABLES DÉCOULANT D'ACTIVITÉS QUI NE SONT PAS INTERDITES PAR LE DROIT INTERNATIONAL (RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE EN CAS DE PERTE CAUSÉE PAR UN DOMMAGE TRANSFRONTIÈRE DÉCOULANT D'ACTIVITÉS DANGEREUSES)	430-457	93
	A. Introduction	430-440	93
	B. Examen du sujet à la présente session	441	94
	C. Rapport du Groupe de travail	442-457	94
	Introduction	442-446	94
	1. Portée	447-448	95
	2. L'exploitant et l'État dans la prise en charge de la perte	449-456	95
	a) Rôle de l'exploitant	451-454	95
	b) Rôle de l'État	455-456	96
	3. Questions supplémentaires	457	96
VIII.	RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	458-488	97
	A. Introduction	458-460	97
	B. Examen du sujet à la présente session	461-464	97
	C. Rapport du Groupe de travail	465-488	97
	1. Le champ du sujet	465-472	97
	a) La notion de responsabilité	465-468	97
	b) La notion d'organisation internationale	469-472	98
	2. Rapport entre la responsabilité des organisations internationales et les articles sur la responsabilité des États	473-475	98
	3. Questions liées à l'attribution	476-477	99
	4. Questions liées à la responsabilité des États membres à raison d'un comportement qui est attribué à une organisation internationale	478-480	99
	5. Autres questions relatives aux cas dans lesquels la responsabilité d'une organisation internationale est engagée	481-482	100
	6. Questions liées au contenu et à la mise en œuvre de la responsabilité internationale	483-485	100
	7. Règlement des différends	486	100
	8. Pratique à prendre en considération	487	100
	9. Recommandation du Groupe de travail	488	101
IX.	FRAGMENTATION DU DROIT INTERNATIONAL : DIFFICULTÉS DÉCOULANT DE LA DIVERSIFICATION ET DE L'EXPANSION DU DROIT INTERNATIONAL	489-513	102
	A. Introduction	489-491	102
	B. Examen du sujet à la présente session	492-494	102
	C. Rapport du Groupe d'étude	495-513	102
	1. Résumé des débats	495-510	102
	a) Appui à l'étude du sujet	495-498	102
	b) Questions de procédure	499	103
	c) Titre	500	103
	d) Méthodologie et présentation	501-509	103
	e) Résultats possibles des travaux de la Commission	510	103
	2. Recommandations	511-513	103

Chapitres	*Paragraphes*	*Pages*
X. AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION	514-552	105
A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission	514-531	105
1. Nouveaux sujets	517-519	105
2. Programme de travail de la Commission pour le reste du quinquennat	520	105
3. Programme de travail à long terme	521	107
4. Procédures et méthodes de travail	522-523	107
5. Mesures d'économie	524	107
6. Honoraires	525-531	107
B. Date et lieu de la cinquante-cinquième session	532	108
C. Coopération avec d'autres organismes	533-537	108
D. Représentation à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale	538-539	108
E. Séminaire de droit international	540-552	108

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

CDI	Commission du droit international
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIJ	Cour internationale de Justice
CPJI	Cour permanente de justice internationale
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OEA	Organisation des États américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OUA	Organisation de l'unité africaine
TIDM	Tribunal international du droit de la mer
UIT	Union internationale des télécommunications

*
* *

AJIL	*American Journal of International Law*
BYBIL	*British Year Book of International Law*
C.I.J. Mémoires	CIJ, *Mémoires, plaidoiries et documents*
C.I.J. Recueil	CIJ, *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*
C.P.J.I. série A	CPJI, *Recueil des arrêts* (n°s 1 à 24, jusqu'en 1930 inclus)
C.P.J.I. série B	CPJI, *Recueil des avis consultatifs* (n°s 1 à 18, jusqu'en 1930 inclus)
C.P.J.I. série A/B	CPJI, *Arrêts, ordonnances et avis consultatifs* (n°s 40 à 80, à partir de 1931)
C.P.J.I. série D	CPJI, *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour* (n°s 1 à 6)
ILM	*International Legal Materials* (Washington)
ILR	*International Law Reports* (Cambridge)
RGDIP	*Revue générale de droit international public* (Paris)

*
* *

Dans le présent volume, par Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie il faut entendre le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.